



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

LETTRE ÉCONOMIQUE DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 14 – Novembre & Décembre 2022

Sommaire

➤ LIBYE

- TotalEnergies accroît sa présence en Libye
- Franc succès de la première journée franco-libyenne de la santé

➤ TUNISIE

- Report du passage de la Tunisie devant le Conseil d'Administration du FMI
- Adoption de la loi de finances 2023
- Sommet de la Francophonie – Djerba 2022
- Actia inaugure une extension de son site dans la zone industrielle de Chotrana
- Première édition du « Safran Tunisia Innovation Shakers »

Editorial

Ce fut une fin d'année 2022 en demi-teinte pour la Tunisie avec le report de l'approbation du prêt du FMI (mécanisme élargi de crédit) de 1,9 Mds USD initialement prévue le 19 décembre suite à l'accord technique des services du Fonds (« staff level agreement ») le 15 octobre dernier. Cette décision place la Tunisie dans une situation financière inconfortable car elle la prive, pour l'instant, des financements extérieurs qui étaient adossés à un programme FMI. La situation n'est pas plus favorable en Libye avec la partition du pays qui s'étend au niveau institutionnel. Après les gouvernements, les assemblées et les banques centrales, c'est désormais au tour de la cour constitutionnelle libyenne d'être divisée entre l'Est et l'Ouest.

Les perspectives 2023 ne peuvent être que meilleures pour les deux pays : c'est tout ce qu'on leur souhaite !

Fanny Labarthe

LIBYE

Actualités sectorielles

➤ TotalEnergies accroît sa présence en Libye

Présent en Libye depuis une soixantaine d'années dans l'exploration et la production de pétrole offshore et onshore, TotalEnergies est un partenaire stratégique de la NOC (National Oil Company). En 2022, TotalEnergies contribue à la moitié de la production de pétrole du pays via des participations dans différents champs d'extraction tels que les deux champs de la zone d'El-Sahara dans la région du Fezzan (15% du bloc ex-NC 115 et 12% du bloc ex-NC 186), celui d'Al Jurf (37,5% de participation), celui de Mabrouk (37,5% de parts des zones 70 et 87) et les concessions de Waha dans le bassin de Syrte. Concernant ce dernier champ d'extraction, TotalEnergies a finalisé, le 15 novembre 2022, l'acquisition conjointe avec ConocoPhillips de la participation des 8,16% de parts détenues par Hess. Suite à cette transaction, la participation de TotalEnergies dans ces concessions est portée de 16,33% à 20,41%.

Outre l'intensification de la production pétrolière, TotalEnergies vise également à diversifier son activité en Libye en développant l'énergie solaire. Dans cette optique, TotalEnergies a finalisé la localisation et les conditions commerciales avec la GECOL en vue de lancer un projet de ferme solaire d'une capacité totale 500 MWC (Mégawatt-crête) au sud de Misrata afin d'accroître l'approvisionnement en électricité du pays.

Evènements

➤ Franc succès de la première journée franco-libyenne de la santé

Le 28 novembre 2022 a été organisée la première journée franco-libyenne de la santé au Palais Royal de Tripoli. S'inscrivant dans la continuité des échanges organisés dans le cadre du Health Care Day organisé à Paris en septembre 2022, cette rencontre a rassemblé des officiels libyens de haut niveau dont le Vice Premier ministre et ministre de la santé M. Ramadan Abujnah, le vice-ministre des affaires étrangères M. Omar Al Kati et le secrétaire

d'Etat à l'économie et au commerce M. Souhel Busheha, des acteurs libyens du domaine de la santé et de la coopération sanitaire ainsi qu'une délégation d'entreprises françaises spécialisées dans le secteur de la santé menée par le MEDEF International avec l'appui de l'Ambassade de France en Libye. Cette délégation française était composée de représentants de Sanofi, Servier, Pierre Fabre, Bertin, Fortil, UBAF, Clinique Sainte-Marguerite et « French Healthcare Association ».

Le secteur médical libyen constitue un marché non négligeable pour les entreprises françaises de la santé, qui dispose encore d'un véritable potentiel de développement. Les autorités libyennes ont aussi exprimé des demandes en matière d'oncologie, domaine où la clinique Sainte Marguerite est déjà impliquée dans le cadre d'un programme de coopération pour l'oncologie pédiatrique, d'un appui pour la prévention des cancers et leur détection précoce, secteur où Servier est également bien positionné. La gestion des déchets hospitaliers et des médicaments usagers a aussi fait l'objet de longues discussions. L'entreprise Bertin travaille déjà avec une dizaine d'hôpitaux en Libye sur cette question. Enfin, la formation est un thème récurrent sur lequel les opérateurs français sont attendus. Une convention de partenariat dans ce domaine a été présentée lors du Forum et pourrait être signée dans les semaines à venir entre le ministère de la santé libyen et French Health care. Il a aussi été convenu de poursuivre les échanges ultérieurement pour aborder les questions relatives au traitement du diabète, des maladies chroniques mais aussi le cadre légal et réglementaire et les chaînes logistiques.

Le succès de cette mission ouvre la porte à d'autres initiatives à venir au premier semestre 2023, notamment dans le secteur des transports/infrastructures ou de l'agriculture/agroalimentaire. Le format peut aisément – avec l'appui du MEDEF – être dupliqué et favoriser ainsi le retour d'entreprises françaises. Les autorités libyennes ont elle-même émis le souhait de dupliquer cette « diplomatie de la santé » initiée par la France avec d'autres partenaires étrangers.

TUNISIE

Actualités économiques

➤ Report du passage de la Tunisie devant le Conseil d'Administration du FMI

Le 15 décembre 2022, le Conseil d'Administration du FMI a annoncé le report du passage du mécanisme élargi de crédit pour la Tunisie (1,9 Md USD sur 4 ans), initialement prévu le 19 décembre.

Ce report est motivé par l'obligation de la Tunisie de trouver des sources de financement additionnelles pour garantir le financement du programme au moins pour la première année en 2023.

Le report de l'adoption du programme FMI est préoccupant pour l'équilibre macroéconomique du pays. Il va compliquer le bouclage du budget 2022 et les perspectives 2023. La Tunisie ne disposait plus, au 16 décembre 2022, que de 94 jours d'importations en réserves de devises (6,5 Mds EUR) alors que les pressions s'accroissent sur le taux de change du dinar vis-à-vis de l'euro comme du dollar. Les besoins bruts de financements par emprunt sont passés de 8% à 16% du PIB depuis 2019 et devraient rester au même niveau en 2023. Le poids du service de la dette a doublé de 5 à 10% du PIB de 2015 à 2022 (4,5 Md EUR) et devrait progresser de plus de 50% en 2023 (6,3 Md EUR).

➤ Adoption de la loi de finances 2023

La loi de finances, qui a été promulguée au Journal Officiel le 23 décembre repose sur une hypothèse de croissance modérée de 1,8% et un prix du baril de pétrole brut à 89 USD.

La loi de finances s'inscrit dans une trajectoire de relative consolidation budgétaire, **prévoyant de ramener le déficit budgétaire de 7,7% du PIB en 2022 à 5,5% en 2023**. La dette de l'Etat serait ramenée de 80,2 à 77,4% du PIB. S'appuyant sur un renforcement de la collecte fiscale, **les ressources propres progresseraient de 12,9% pour atteindre 46,4 Md TND**, dont 40 Md de ressources fiscales (+12,6%), 5,5 Md de ressources non

fiscales (+39,2% incluant notamment la redevance pour le gaz transitant par la Tunisie), et 0,4 Md TND de dons extérieurs. **La hausse des charges budgétaires** (hors remboursement du principal de la dette) **resterait contenue à +5,9% pour atteindre 53,9 Md TND** (16,3 Md EUR). La masse salariale progresserait de 4,3% pour atteindre 22,7 Md TND (6,9 Md EUR), soit encore 14% du PIB et 42% des charges budgétaires. L'enveloppe des subventions serait ramenée de 12 Md TND en 2022 à 8,8 Md TND (2,7 Md EUR) en 2023 soit 5,4% du PIB. Selon les déclarations de la ministre de l'énergie, l'enveloppe des subventions aux hydrocarbures qui a atteint 8 Md TND en 2022 serait ramenée à 5,7 Md TND en 2023. Les charges d'intérêts en nette hausse (+23% à 5,6 Md TND, soit 1,7 Md EUR) traduisent l'impact budgétaire croissant de la trajectoire d'endettement. Les dépenses d'investissement de 4,7 Md TND (1,4 Md EUR), 3% du PIB, restent faibles. **En dépit d'effort apparents de consolidation, le service de la dette maintient les besoins de financement bruts par emprunts en 2023 au niveau très élevé de 24,4 Md TND soit 7,3 Md EUR**. La loi de finances prévoit la levée de 4,5 Md EUR d'emprunts extérieurs. Le service de la dette (intérêts et remboursement du principal) pour 2023 atteindrait 20,7 Md TND (6,3 Md EUR).

La loi de finances 2023 contient de nombreuses mesures visant à renforcer la collecte fiscale. A partir de 2023, les établissements des domaines de la santé et de l'éducation passeront du taux d'impôt sur les sociétés de 10% au taux de 15%. Les entreprises voient également leur contribution sociale de solidarité (CSS, équivalent de la CSG) augmenter tandis que celles sur les personnes physiques décroît. Le taux de TVA de plusieurs activités libérales (architectes, services comptables, fiscaux et juridiques...) passe de 13 à 19%. De même la TVA professionnelle sera exigible dès le 15 du mois au lieu du 28 et toutes les pénalités de retard ont été revues à la hausse. L'impôt forfaitaire de quelques 400 000 contribuables essentiellement de professions libérales, dont le nombre de secteurs éligibles a été revu à la baisse déjà avant l'adoption de la loi de finances, double de 200 à 400 dinars. La loi de finances instaure également un nouvel impôt sur la fortune immobilière de 0,5% de la valeur réelle de tout bien supérieur ou égal à 3 M TND, y compris détenus à l'étranger, hors résidence principale ou bien à usage professionnel. De nouvelles taxes à

l'exportation de produits miniers ont également été instaurée (100 TND/tonne)

Peu de mesures de relance ou de soutien sont prévues. On pourra néanmoins relever la reconduction de la bonification du taux d'intérêt de 3% pour les crédits aux PME du secteur agricole et autres secteurs productifs, le relèvement du plafond de dépenses de R&D déductible d'impôt dans l'économie verte, bleue et circulaire de 200 000 à 400 000 TND, l'appui au financement de projets de diplômés de l'enseignement supérieur comme de personnes à faibles revenus, des mesures de facilitation de transmission et restructuration d'entreprise, la réduction de délais de restitution de crédits de TVA ou l'augmentation de la part des ventes que les sociétés industrielles totalement exportatrices sont autorisées à écouler sur marché local (de 30 à 50% de leur chiffre d'affaires 2019). Enfin la loi de finances prévoit la mise en place d'un régime de l'auto entrepreneur bénéficiant d'un régime fiscal et social particulier, afin de limiter le secteur informel.

Evènements

➤ Sommet de la Francophonie - Djerba 2022

Entre le 19 et le 21 novembre 2022, l'île de Djerba a accueilli le **18^{ème} Sommet de la Francophonie** orienté autour du thème « **Connectivité dans la diversité : le numérique, vecteur de développement et de solidarité dans l'espace francophone** ».

Le sommet de Djerba a été l'occasion d'un entretien entre le président Emmanuel Macron et le président tunisien Kais Saïed le 19 novembre. Ce fut également l'occasion d'organiser de nombreuses conférences et animations sur des thèmes variés allant de la culture à l'économie. **Business France Tunisie a pris en charge l'organisation du colloque Edtech & Francophonie** qui a rassemblé 250 participants, une délégation de 30 entreprises et fédérations Edtech françaises et 12 intervenants de l'espace francophone dont le ministre tunisien des Technologies de la Communication le Dr. Eng. Nizar Ben Neji et l'Ambassadeur du Numérique français Henri Verdier qui ont pu s'entretenir.

Le sommet a également été l'occasion pour **la Tunisie de réitérer sa volonté de donner la priorité aux**

partenariats public-privé (PPP) pour le développement de ses projets d'infrastructure. Lors du panel « Opportunités d'investissement – Partenariat et Innovation », de nombreux projets ont ainsi été présentés à l'instar de la construction d'une station de dessalement à Mahdia, d'un nouveau viaduc devant relier Djerba au continent, ou de l'ajout de 1250 MW d'énergie renouvelable à la capacité installée (1000 MW d'énergie photovoltaïque et 250 MW d'énergie éolienne sous le régime des concessions).

A l'issue du sommet s'est tenu le Forum Economique de la Francophonie le 20 et le 21 novembre auquel a également participé le Mouvement des Entreprises de France (Medef). Orienté autour du thème « **Pour une croissance partagée dans l'espace francophone** », cet évènement a été l'occasion de nombreux échanges qui ont fait ressortir l'importance de passer aux actions concrètes, de faciliter la mobilité économique ou circulaire, l'utilité des formations dans l'espace francophone et la nécessaire solidarité durable entre les membres.



➤ Actia Tunisie inaugure une nouvelle unité de production au sein du technopôle d'El Ghazala

Le 7 décembre 2022, la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Mme Neila Gongi, a inauguré une extension du complexe d'Actia Tunisie implanté au sein de technopôle d'El Ghazala situé dans le gouvernorat de l'Ariana. Cette inauguration s'est déroulée en présence de l'Ambassadeur de France, M. André Parant, du président de la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie M. Khéllil Chaïbi et du Président du groupe Actia, M. Jean-Louis Pech.

Leader mondial dans le secteur des logiciels embarqués à destination des véhicules lourds employant actuellement plus de 1 650 personnes en Tunisie, dont 800 ingénieurs et cadres, le groupe français Actia a investi entre 4 et 5 M EUR dans un nouveau site de 3000 m² en capacité d'accueillir 150 salariés.



➤ Première édition du « Safran Tunisia Innovation Shakers »

Le 9 novembre 2022, la première édition du « Safran Tunisia Innovation Shakers » s'est tenue au siège de Safran à Soliman en présence de M. Chiheb Bouden, ex-ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de M. Khéllil Chaïbi, Président de la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie, de M. Renaud Guyader, Directeur Général de Safran Tunisie.

Ayant pour vocation de présenter les innovations dans le secteur aéronautique, cet événement a donné lieu à de riches échanges sur les sujets d'employabilité des jeunes ingénieurs tunisiens et leur rôle primordial dans l'émergence et la mise en œuvre de projets innovants, et a permis de réfléchir aux actions à mener pour décarboner l'industrie aéronautique.

Safran est présent en Tunisie depuis 2005. L'entreprise emploie plus de 2000 collaborateurs répartis sur trois sites dont deux à Soliman et un à Grombalia où elle y développe systèmes embarqués, équipements aéronautiques et intérieurs d'avions.



CALENDRIER INDICATEURS

Calendrier

Libye :

- 16-18 janvier 2023 : Tunisian-Libyan Trade and Industry Development Exhibition à Misrata
- 20-22 février 2023 : Libya Oil and Gas Fair à Tripoli
- 21-23 février 2023 : Salon Libya Health Care à Tripoli
- 5-8 mars 2023 : Salon Libya Food & Ingredients à Tripoli
- 22-25 mai 2023 : Salon Libya Build à Tripoli

Tunisie :

- 28 janvier 2023 : conférence « Regards croisés sur l'avenir : une transition énergétique pour un développement soutenable reliant l'Afrique et l'Europe »
- 6 mai 2023 : 6ème édition FITA 2023

Indicateurs

Indicateurs	Tunisie	Libye
Population 2020	11 818 618	6 871 287
Croissance du PIB	+3,1% (g.a.) (2021) +2,9% (g.a.) (T3 2022)	-18,5% (g.a.) (projections FMI 2022)
PIB par habitant	3 888 USD (2021)	6 747 USD (2020)
Taux de chômage	15,3% (T3 2022)	19,6% (2021)
Taux d'inflation	9,8% (novembre 2022) 8,3 % sur l'année 2022	5,5 % (projections FMI 2022)
Taux d'intérêt directeur	7,25% (octobre 2022)	3,0%
Balance commerciale	-23,3 Mds TND (novembre 2022)	25 Mds USD (2021)
Compte courant	-1,9 Md TND (T1 2022)	16,6 Mds LYD (Projections FMI 2022)
Dette publique	82,6% du PIB (2022)	90% du PIB (2021)
Flux d'IDE	596 M TND (+73% en g.a.) (T1 2022)	-487 M LYD (déc. 2020)
Production de pétrole brut	35 500 b/j (août 2022)	1,2 M b/j (octobre 2022)
Indice de perception de la corruption 2021	83 ^{ème} /180	173 ^{ème} /180

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international